
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

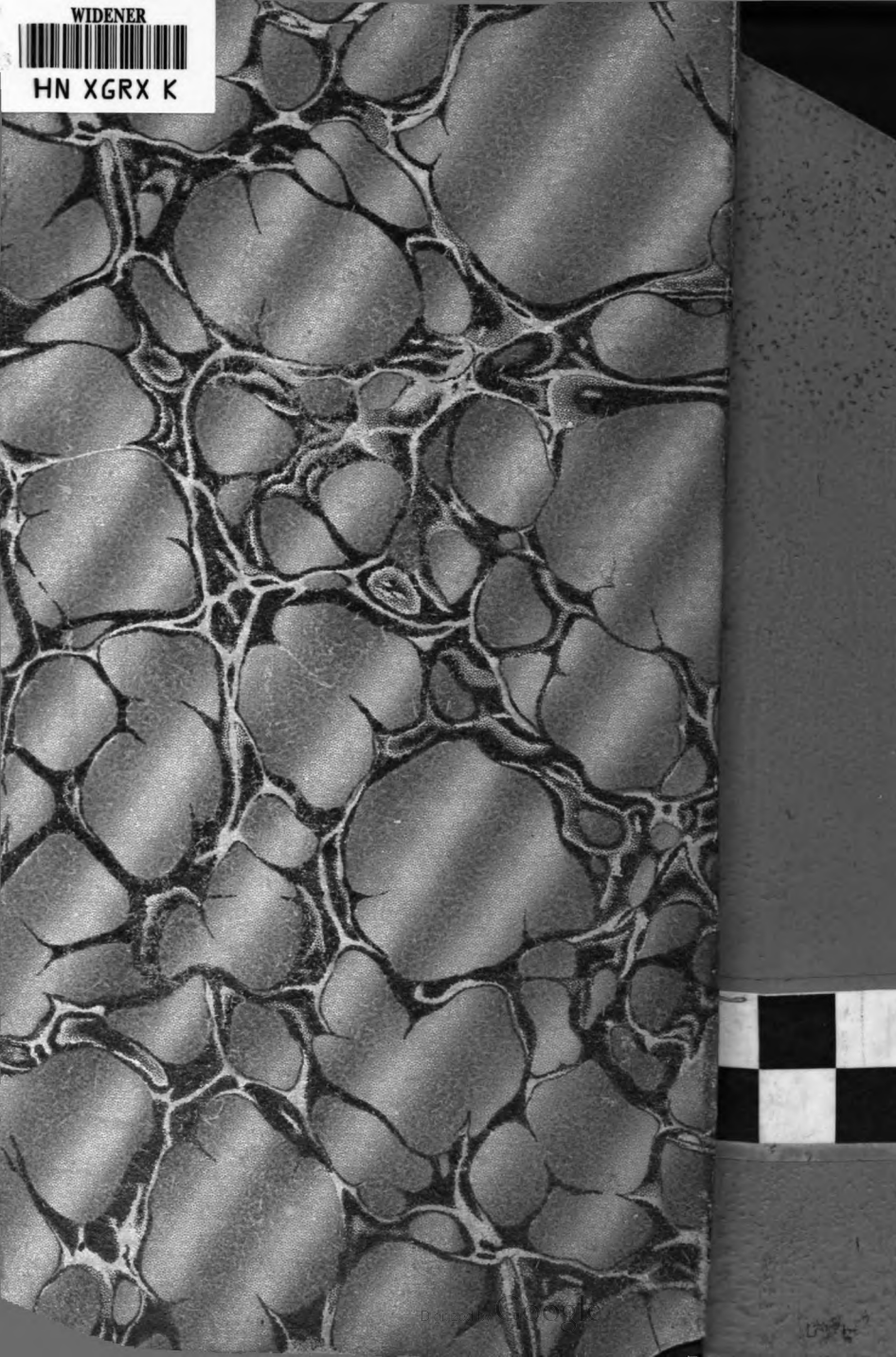
<https://books.google.com>



WIDENER

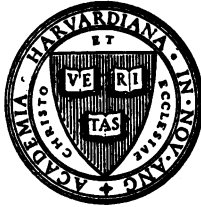


HN XGRX K



330.6

**HARVARD COLLEGE
LIBRARY**



**TRANSFERRED FROM THE
GRADUATE SCHOOL
OF
BUSINESS ADMINISTRATION**

1848 200
lover

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONSTITUTION.

✱

1848.

NEW-YORK.

P. ARPIN, éditeur.

Bureau du Courrier des Etats-Unis.

1848.

Fr 330.6

5

CONSTITUTION

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

LE 4 NOVEMBRE 1848.

CONSTITUTION

OF THE

FRENCH REPUBLIC,

ADOPTED BY THE NATIONAL ASSEMBLY

ON THE 4th OF NOVEMBER 1848.

HARVARD COLLEGE LIBRARY
RECEIVED THROUGH THE
GRADUATE SCHOOL OF
BUSINESS ADMINISTRATION

Jan 22, 1926

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE.

La Constitution de la République française a reçu sa dernière consécration. Cette œuvre importante a passé par bien des phases avant d'arriver au point où elle est aujourd'hui. Dès l'organisation de l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire dès le milieu de mai, une commission spéciale fut chargée de rédiger un projet de constitution. Cette commission se composait de MM. Cormenin, président, Marrast (Armand), Lamennais, Vivien, de Tocqueville, Dufaure, Martin (de Strasbourg), Coquerel (Anathase), Corbon, Tourret, Voirhaye, secrétaire, Dupin aîné, de Beaumont (Gustave), Vaulabelle, Barrot (Odillon), Pagès (Ariège), Dornès, Considérant.

Le premier projet, élaboré par ces hommes, dont on ne peut contester la supériorité, fut soumis à l'Assemblée le 19 juin, c'est-à-dire après cinq semaines d'un travail constant et assidu. Les bureaux lui firent subir un premier examen, dont le résultat fut ensuite apporté par leurs délégués à la commission. Ces délégués étaient MM. Girard, Béranger, Thiers, Menand, Chauffour aîné, V. Lefranc, Boussy, Parieu, Crémieux, Crépu, Boulatignier, Freslon, Duvergier de Hauranne, Berryer.

Cette double épreuve contradictoire, qui n'avait pas duré moins de six semaines, amena la rédaction d'un nouveau texte que la commission vint présenter le 29 août à l'Assemblée, qui eut alors à s'occuper de la constitution en séances publiques.

La discussion générale, commencée le 4 septembre au soir, était achevée dès le 5, jour où s'est ouverte aussi celle du préambule. Les sept premiers paragraphes étaient votés dans les deux séances suivantes ; mais le huitième qui renfermait le droit au travail, arrêta l'Assemblée durant cinq séances, du 11 au 15 septembre, et ceux qui ont suivi les débats n'ont pas oublié à quelle hauteur s'éleva alors la discussion. Les premiers articles de la constitution n'amènèrent ensuite que des débats sans gravité ; mais la question des deux chambres ouvrit, pendant les séances des 27, 28 et 29 septembre, une vaste arène aux défenseurs des deux systèmes qui se trouvaient en présence. L'élection du président vint encore occuper presque immédiatement quatre

séances, celles des 5, 6, 7 et 9 octobre, puis cette grande difficulté tranchée de la façon la plus démocratique, les articles de la constitution furent successivement examinés et adoptés jusqu'au dernier, du 12 au 22 octobre. Trente-et-une séances avaient été consacrées à cet examen public et complet.

Le projet, avec tous les amendements et toutes les modifications qu'il avait subis, revint alors aux mains de la commission à laquelle appartenait le soin de polir, de coordonner et d'harmoniser les diverses parties de l'œuvre collective qu'on lui livrait. Ce fut l'affaire d'une dizaine de jours ; le 2 novembre la rédaction de la commission était soumise à la révision et à l'approbation de l'Assemblée ; celle-ci y a employé trois séances, et le 4 novembre, elle adoptait le texte définitif. C'est donc avant la fin du sixième mois, et après avoir passé au milieu des plus dangereuses et des plus sanglantes péripéties, que la Constitution a été définitivement adoptée. Elle a été promulguée dans le *Moniteur* du 7 ; et le 12 novembre, avait lieu sur le Champ de Mars la promulgation officielle à Paris. Cette solennité se répétait le 19 dans les Départements, et, suivant l'expression de M. Dufaure, la France, après huit mois d'une vie incertaine et inquiète, se plaçait sous l'empire d'une Constitution forte et durable, et entrait définitivement dans la voie des gouvernements libres et réguliers.

CONSTITUTION OF THE FRENCH REPUBLIC.

The Constitution of the French Republic has received its last consecration. It is the most important public act which has been promulgated in France since the Charter of 1830. The people of a free and enlightened country such as the United States will be glad to preserve a copy of this great national document in a form less ephemeral than that of a newspaper. It is with this object that we have caused it to be translated, that it may be in every library and kept as a book of reference.

This important work has passed through many phases before reaching the point it has now attained. From the first organisation of the National Assembly, that is to say from the middle of May last a special committee was appointed to draw up the plan of the Constitution. This Committee consisted of Messrs Cormenin, President, Marrast (Armand), Lamennais, Vivien, de Tocqueville, Dufaure, Martin (de Strasbourg), Coquerel (Anathase), Corbon, Tourret, Voirhaye, secretary, Dupin senior, de Beaumont (Gustave), Vaulabelle, Barrot, (Odilon), Pagès (Ariège), Dornès, Considérant.

The first plan carefully wrought out by these men whose superior talents are incontestable, was submitted to the Assembly on the 19th day of June, that is to say after five weeks of constant and assiduous labor. It underwent a first examination in the Committees of the Assembly, the result of which was afterwards transmitted through their delegates to the above named Committee. These delegates were Messrs Girard, Béranger, Thiers, Menand, Chauffour senior, V. Lefranc, Boussy, Parieu, Crémieux, Crépu, Boulatignier, Freslon, Duvergier de Hauranne, Berryer.

This double contradictory trial, which did not last less than six weeks, occasioned the drawing up of a new text which the Committee presented to the Assembly on the 29th of August, which had then to apply itself to the consideration of the Constitution in public sittings.

The general discussion which was begun on the evening of the 4th September, was terminated on the 5th, the day on which was

opened also that of the preamble. The first seven paragraphs were voted in the following sittings; but the eighth in which was embodied the right of labor occupied the attention of the Assembly during five whole sittings, from the 11th to the 15th of September, and those who have read the debates will not have forgotten the vast importance of that discussion. The first articles of the Constitution were not afterwards attended by debates of any importance: but the question of having two separate legislative chambers opened, during the sittings of the 27th, 28th and 29th September, a vast arena to the partisans of the two systems thus placed in opposition. The election of the president then almost immediately ensued occupying four sittings, those of the 5th, 6th, 7th and 9th October, and this great difficulty being solved in the most democratic manner, the articles of the Constitution were successively examined and adopted up to the last, from the 12th to the 22nd of October. Thirty one sittings had been consecrated to this complete and public examination.

The plan, with all the amendments and modifications which it had undergone then returned to the hands of the committee to whom appertained the care of polishing, collecting and harmonizing the various portions of the collective work thus submitted to them. This was a business of ten days; on the 2nd of November this digest of the committee was brought back for the revision and the approval of the Assembly. The latter were engaged during three sittings on this work, and on the 4th of November it adopted the definitive text. It was therefore before the expiration of six months, and after having passed through the most dangerous and sanguinary changes of events that the Constitution was definitively adopted. It was promulgated in the *Moniteur* of the 7th, and on the 12th of November its official promulgation in Paris was celebrated on the Champ de Mars. This solemnity was repeated on the 19th in the several Departments, and, borrowing the words of M. Dufaure, France, after eight months of an uncertain and agitated life, had placed herself under the empire of a strong and lasting Constitution, and had definitively entered the path of free and regular governments.

CONSTITUTION

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

En présence de Dieu et au nom du peuple français, l'Assemblée nationale proclame

I. — La France s'est constituée en République. En adoptant cette forme définitive de gouvernement, elle s'est proposé pour but de marcher plus librement dans la voie du progrès et de la civilisation, d'assurer une répartition de plus en plus équitable des charges et des avantages de la société, d'augmenter l'aisance de chacun par la réduction graduée des dépenses publiques et des impôts, et de faire parvenir tous les citoyens, sans nouvelle commotion, par l'action successive et constante des institutions et des lois, à un degré toujours plus élevé de moralité, de lumière et de bien-être.

II. — La République française est démocratique, une et indivisible.

III. — Elle reconnaît des droits et des devoirs antérieurs et supérieurs aux lois positives.

IV. — Elle a pour principes : la liberté, l'égalité, et la fraternité.

Elle a pour bases : la famille, le travail, la propriété et l'ordre public.

V. — Elle respecte les nationalités étrangères, comme elle entend faire respecter la sienne, n'entreprend aucune guerre dans des vues de conquête, et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

VI. — Des devoirs réciproques obligent les citoyens envers la République, et la République envers les citoyens.

VII. — Les citoyens doivent aimer la patrie, servir la République, la défendre au prix de leur vie, participer aux charges de

CONSTITUTION

OF THE

FRENCH REPUBLIC.

In presence of God, and in the name of the French people, the National Assembly proclaims :

I. France has constituted herself a republic. In adopting that definitive form of government, her proposed aim is to advance with greater freedom in the path of civilization and progress, to ensure that the burdens and advantages of society shall be more and more equitably apportioned, to augment the comfort of every individual by the gradual reduction of the public expenses and taxes, and by the successive and constant action of her institutions and laws cause the whole body of citizens to attain, without further commotion, a constantly increasing degree of morality, intelligence and prosperity.

II. The French republic is democratic, one and indivisible.

III. It recognizes rights and duties anterior and superior to all positive laws.

IV. Its principles are liberty, equality, fraternity.
Its basis is, family, labor, property, and public order.

V. It respects the nationality of foreign states, as it causes its own to be respected. It undertakes no wars with a view of conquest, and never employs its power against the liberty of any people.

VI. Reciprocal duties bind the citizens to the republic and the republic to the citizens.

VII. It is the duty of the citizens to love their country, serve the republic, and defend it at the hazard of their lives, to partici

l'Etat en proportion de leur fortune ; ils doivent s'assurer, par le travail, des moyens d'existence, et, par la prévoyance, des ressources pour l'avenir ; ils doivent concourir au bien-être commun en s'entr'aidant fraternellement les uns les autres, et à l'ordre général en observant les lois morales et les lois écrites qui régissent la société, la famille et l'individu.

VIII. — La République doit protéger le citoyen dans sa personne, sa famille, sa religion, sa propriété, son travail, et mettre à la portée de chacun l'instruction indispensable à tous les hommes ; elle doit, par une assistance fraternelle, assurer l'existence des citoyens nécessiteux, soit en leur procurant du travail dans les limites de ses ressources, soit en donnant, à défaut de la famille, des secours à ceux qui sont hors d'état de travailler.

En vue de l'accomplissement de tous ces devoirs, et pour la garantie de tous ces droits, l'Assemblée nationale, fidèle aux traditions des grandes assemblées qui ont inauguré la révolution française, décrète ainsi qu'il suit la constitution de la République :

CONSTITUTION.

CHAPITRE PREMIER. — *De la Souveraineté.*

Art. 1^{er}.

La souveraineté réside dans l'universalité des citoyens français.

Elle est inaliénable et imprescriptible.

Aucun individu, aucune fraction du peuple ne peut s'en attribuer l'exercice.

CHAPITRE II. — *Droits des citoyens garantis par la Constitution.*

Art. 2.

Nul ne peut être arrêté ou détenu que suivant les prescriptions de la loi.

Art. 3.

La demeure de toute personne habitant le territoire français est inviolable ; il n'est permis d'y pénétrer que selon les formes et dans les cas prévus par la loi.

pate in the expenses of the State, in proportion to their property ; to secure to themselves, by their labor, the means of existence, and by prudent forethought provide resources for the future, to co-operate for the common welfare by fraternally aiding each other, and in the preservation of general order by observing the moral, and written laws which regulate society, families and individuals.

VIII. It is the duty of the republic to protect the citizen in his person, his family, his religion, his prosperity, and his labor, and to bring within the reach of all that education which is necessary to every man ; it is also its duty, by fraternal assistance, to provide the means of existence to necessitous citizens, either by procuring employment for them, within the limits of its resources, or by giving relief to those who are unable to work and who have no relatives to help them.

For the fulfilment of all these duties, and for the guarantee of all these rights, the National Assembly, faithful to the traditions of the great Assemblies by whom the French revolution was inaugurated, decrees the constitution of the republic, as following :

CONSTITUTION.

CHAPTER 1. — *Of Sovereignty.*

Article 1.

The sovereignty exists in the whole body of French citizens. It is inalienable and imprescriptible. No individual, no fraction of the people can arrogate to themselves its exercise.

CHAP. 2. — *Rights of Citizens guaranteed by the Constitution.*

Art. 2.

No person can be arrested or detained, except as prescribed by law.

Art. 3.

The dwelling of every person inhabiting the French territory is inviolable, and cannot be entered except according to the forms and in the cases provided against by law.

Art. 4.

Nul ne sera distrait de ses juges naturels.

Il ne pourra être créé de commissions et de tribunaux extraordinaires, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit.

Art. 5.

La peine de mort est abolie en matière politique.

Art. 6.

L'esclavage ne peut exister sur aucune terre française.

Art. 7.

Chacun professe librement sa religion, et reçoit de l'Etat, pour l'exercice de son culte, une égale protection.

Les ministres soit des cultes actuellement reconnus par la loi, soit de ceux qui seraient reconnus à l'avenir, ont le droit de recevoir un traitement de l'Etat.

Art. 8.

Les citoyens ont le droit de s'associer, de s'assembler paisiblement et sans armes, de pétitionner, de manifester leurs pensées par la voie de la presse ou autrement.

L'exercice de ces droits n'a pour limites que les droits ou la liberté d'autrui et la sécurité publique.

La presse ne peut, en aucun cas, être soumise à la censure.

Art. 9.

L'enseignement est libre.

La liberté d'enseignement s'exerce selon les conditions de capacité et de moralité déterminées par les lois, et sous la surveillance de l'Etat.

Cette surveillance s'étend à tous les établissemens d'éducation et d'enseignement, sans aucune exception.

Art. 10.

Tous les citoyens sont également admissibles à tous les emplois publics, sans autre motif de préférence que leur mérite, et suivant les conditions qui seront fixées par les lois.

Sont abolis à toujours tout titre nobiliaire, toute distinction de naissance, de classe ou de caste.

Art. 11.

Toutes les propriétés sont inviolables. Néanmoins, l'Etat peut exiger le sacrifice d'une propriété pour cause d'utilité publique.

Art. 4.

No one shall be removed from his rightful judges — no commissions or extraordinary tribunals can be created under any pretext, or by any denomination whatsoever.

Art. 5.

The penalty of death for political offences is abolished.

Art. 6.

Slavery cannot exist upon any French territory.

Art. 7.

Every one may freely profess his own religion and shall receive from the State equal protection in the exercise of his worship. The ministers of the religions at present recognized by law, as well as those which may be hereafter recognized, have the right to receive an allowance from the State.

Art. 8.

Citizens have the right of associating together and assembling peaceably and unarmed, in order to petition or manifest their ideas by means of the press or otherwise. The exercise of these rights can only be limited by the rights or the liberty of others, or for the public security. The press cannot in any case be subjected to censorship.

Art. 9.

Education is free. The liberty of teaching is to be exercised according to the capacity and morality determined by conditions of the laws, and under the supervision of the State. This superintendence is to be extended to all establishments of education and instruction, without any exception.

Art. 10.

All citizens are equally admissible to all public employments, without other reason of preference than merit, and according to the conditions to be determined by law. All titles of nobility, all distinctions of birth, class or *caste*, are abolished forever.

Art. 11.

All descriptions of property are inviolable; nevertheless, the State may demand the sacrifice of property for reasons of public,

légalement constatée, et moyennant une juste et préalable indemnité.

Art. 12.

La confiscation des biens ne pourra jamais être rétablie.

Art. 13.

La constitution garantit aux citoyens la liberté du travail et de l'industrie.

La société favorise et encourage le développement du travail par l'enseignement primaire gratuit, l'éducation professionnelle, l'égalité de rapports entre le patron et l'ouvrier, les institutions de prévoyance et de crédit, les institutions agricoles, les associations volontaires, et l'établissement, par l'Etat, les départemens et les communes, de travaux publics propres à employer les bras inoccupés; elle fournit l'assistance aux enfans abandonnés, aux infirmes et aux vieillards sans ressources et que leurs familles ne peuvent secourir.

Art. 14.

La dette publique est garantie.

Toute espèce d'engagement pris par l'Etat avec ses créanciers est inviolable.

Art. 15.

Tout impôt est établi pour l'utilité commune.

Chacun y contribue en proportion de ses facultés et de sa fortune.

Art. 16.

Aucun impôt ne peut être établi ni perçu qu'en vertu de la loi

Art. 17.

L'impôt direct n'est consenti que pour un an.

Lésimpositions indirectes peuvent être consenties pour plusieurs années.

CHAPITRE III.—*Des pouvoirs publics.*

Art. 18.

Tous les pouvoirs publics, quels qu'ils soient, émanent du peuple.

Ils ne peuvent être délégués héréditairement.

Art. 19.

La séparation des pouvoirs est la première condition d'un gouvernement libre.

utility, legally proved, and in consideration of a just and previous indemnity.

Art. 12.

The confiscation of property can never be reestablished.

Art. 13.

The Constitution guarantees to citizens the freedom of labor and of industry. Society favors and encourages the developement of labor by gratuitous primary instruction, by professional education, by the equality of rights between the employer and the workman, by institutions for the deposit of savings and those of credit, by agricultural institutions; by voluntary associations, and the establishment by the State, the departments and the communes, of public works proper for the employment of unoccupied laborers. Society also will give aid to deserted children, to the sick, and to the destitute aged who are without relatives to support them.

Art. 14.

The public debt is guaranteed. Every species of engagement made by the State with its creditors is inviolable.

Art. 15.

All taxes are imposed for the common good. Every one is to contribute in proportion to his means and fortune.

Art. 16.

No tax can be levied or collected except by virtue of the law.

Art. 17.

Direct taxation is only awarded for one year. Indirect taxes may be awarded for several years.

CHAPTER III. — *Of Public Power.*

Art. 18.

All public powers, whatever they may be, emanate from the people. They cannot be delegated by hereditary descent.

Art. 19.

The separation of powers is the first principle of a free government.

CHAPITRE IV.—*Du pouvoir législatif.*

Art. 20.

Le peuple français délègue le pouvoir législatif à une assemblée unique.

Art. 21.

Le nombre total des représentants du peuple sera de sept cent cinquante, y compris les représentants de l'Algérie et des colonies françaises.

Art. 22.

Ce nombre s'élèvera à neuf cents pour les assemblées qui seront appelées à réviser la constitution.

Art. 23.

L'élection a pour base la population.

Art. 24.

Le suffrage est direct et universel. Le scrutin est secret.

Art. 25.

Sont électeurs, sans condition de cens, tous les Français âgés de vingt et un ans, et jouissant de leurs droits civils et politiques.

Art. 26.

Sont éligibles, sans condition de cens ni de domicile, tous les électeurs âgés de vingt-cinq ans.

Art. 27.

La loi électorale déterminera les causes qui peuvent priver un citoyen français du droit d'élire et d'être élu.

Elle désignera les citoyens qui, exerçant ou ayant exercé des fonctions dans un département ou un ressort territorial, ne pourront y être élus.

Art. 28.

Toute fonction publique rétribuée est incompatible avec le mandat de représentant du peuple.

Aucun membre de l'assemblée nationale ne peut, pendant la durée de la législature, être nommé ou promu à des fonctions publiques salariées, dont les titulaires sont choisis à volonté par le pouvoir exécutif.

Les exceptions aux dispositions des deux paragraphes précédents seront déterminées par la loi électorale organique.

CHAPTER IV. — *Of the Legislative Power.*

Art. 20.

The French people delegate the legislative power to one sole assembly.

Art. 21.

The total number of representatives of the people shall be 750, including the representatives from Algeria and the French colonies.

Art. 22.

This number shall be increased to 900 for assemblies called together to revise the constitution.

Art. 23.

Population is the basis for election.

Art. 24.

Suffrage is direct and universal. The act of voting is by secret ballot.

Art. 25.

All Frenchmen aged 21, and in the enjoyment of their civil and political rights, are electors, without property qualifications of any kind.

Art. 26.

All electors are eligible to be elected without reference to property qualifications or to place of abode, who are 25 years of age.

Art. 27.

The electoral law will determine the causes which may deprive a French citizen of the right of electing or being elected. It will designate those citizens who, exercising or after having exercised official functions in a department or territory, cannot be elected there.

Art. 28.

The holding of any remunerating public office is incompatible with the trust of a representative of the people. No member of the National Assembly can be nominated or raised to public offices, receiving salary, the appointment to which is in the gift of the Executive, during the continuance of the Legislature. Exceptions to the regulations contained in the two preceding paragraphs are to be settled by the organic electoral law.

Art. 29.

Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables aux assemblées élues pour la révision de la constitution.

Art. 30.

L'élection des représentants se fera par département et au scrutin de liste.

Les électeurs voteront au chef-lieu de canton ; néanmoins, en raison des circonstances locales, le canton pourra être divisé en plusieurs circonscriptions, dans la forme et aux conditions qui seront déterminées par la loi électorale.

Art. 31.

L'Assemblée Nationale est élue pour trois ans, et se renouvelle intégralement.

Quarante-cinq jours au plus tard avant la fin de la législature, une loi détermine l'époque des nouvelles élections.

Si aucune loi n'est intervenue dans le délai fixé par le paragraphe précédent, les électeurs se réunissent de plein droit le trentième jour qui précède la fin de la législature.

La nouvelle assemblée est convoquée de plein droit pour le lendemain du jour où finit le mandat de l'assemblée précédente.

Art. 32.

Elle est permanente.

Néanmoins, elle peut s'ajourner à un terme qu'elle fixe.

Pendant la durée de la prorogation, une commission composée des membres du bureau et de vingt-cinq représentants nommés par l'assemblée au scrutin secret et à la majorité absolue, a le droit de la convoquer en cas d'urgence.

Le président de la république a aussi le droit de convoquer l'assemblée.

L'assemblée nationale détermine le lieu de ses séances ; elle fixe le nombre et l'importance des forces militaires qui seront établies pour sa sûreté, et elle en dispose.

Art. 33.

Les représentants sont toujours rééligibles.

Art. 34.

Les membres de l'assemblée nationale sont les représentants, non du département qui les nomme, mais de la France entière.

Art. 35.

Ils ne peuvent recevoir de mandat impératif.

Art. 29.

The conditions of the preceding article are not applicable to assemblies elected for the revision of the Constitution.

Art. 30.

The elections for representatives shall be by departments, and by ballot. The electors shall vote at the chief place of their district; nevertheless the district may be, from local causes, divided into several subdivisions, under the forms and in conformity with the conditions to be determined by the electoral law.

Art. 31.

The National Assembly is elected for the period of three years, to be then wholly renewed. Forty-five days, at least, before the term of the Legislature, a law shall be passed to fix the period of the new elections. If no law is passed within the time prescribed by the preceding paragraph, the electors shall have full right to assemble and vote on the thirtieth day preceding the close of the Legislature. The new Assembly is convoked by full right for the day following that on which the trust of the preceding Assembly expires.

Art. 32.

The Assembly is permanent; nevertheless it may adjourn to any period which it shall determine. During the continuance of the prorogation, a commission, composed of members of committees, and twenty-five representatives appointed by the Assembly, by ballot, having an absolute majority, will have the right to convoke the Assembly, in cases of emergency. The President of the Republic has also the right to convoke the Assembly. The National Assembly will determine the place where it shall hold its sessions, and will direct the number and description of the military forces which shall be appointed for its security, and have them at its order.

Art. 33.

Representatives are always eligible to be re-elected.

Art. 34.

The members of the National Assembly are the representatives, not of the department which nominates them, but of the whole of France.

Art. 35.

They cannot receive imperative instructions.

Art. 36.

Les représentants du peuple sont inviolables.

Ils ne pourront être recherchés, accusés, ni jugés, en aucun temps, pour les opinions qu'ils auront émises dans le sein de l'Assemblée Nationale.

Art. 37.

Ils ne peuvent être arrêtés en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, ni poursuivis, qu'après que l'Assemblée a permis la poursuite.

En cas d'arrestation pour flagrant délit, il en sera immédiatement référé à l'Assemblée, qui autorisera ou refusera la continuation des poursuites.

Cette disposition s'applique au cas où un citoyen détenu est nommé représentant.

Art. 38.

Chaque représentant du peuple reçoit une indemnité à laquelle il ne peut renoncer.

Art. 39.

Les séances de l'Assemblée sont publiques.

Néanmoins, l'Assemblée peut se former en comité secret, sur la demande du nombre de représentans fixé par le règlement.

Chaque représentant a le droit d'initiative parlementaire ; il l'exercera selon les formes déterminées par le règlement.

Art. 40.

La présence de la moitié plus un des membres de l'Assemblée est nécessaire pour la validité du vote des lois.

Art. 41.

Aucun projet de loi, sauf les cas d'urgence, ne sera voté définitivement qu'après trois délibérations, à des intervalles qui ne peuvent pas être moindres de cinq jours.

Art. 42.

Toute proposition ayant pour objet de déclarer l'urgence est précédée d'un exposé des motifs.

Si l'Assemblée est d'avis de donner suite à la proposition d'urgence, elle en ordonne le renvoi dans les bureaux, et fixe le moment où le rapport sur l'urgence lui sera présenté.

Sur ce rapport, si l'Assemblée reconnaît l'urgence, elle le déclare, et fixe le moment de la discussion.

Si elle décide qu'il n'y a pas d'urgence, le projet suit le cours des propositions ordinaires.

Art. 36.

The persons of the representatives of the people are inviolable. They cannot be pursued, accused, nor condemned, at any time, for opinions uttered within the Assembly.

Art. 37.

They cannot be arrested for criminal offences, excepting when taken in the very fact, nor prosecuted, until after permission granted for such purpose by the Assembly. In case of an arrest in the very fact, the matter shall immediately be referred to the Assembly, which shall authorise or refuse the continuation of the prosecution. The above regulation to apply also to the case of citizens imprisoned at the time of being named representatives.

Art. 38.

Every representative of the people is to receive a remuneration, which he is not at liberty to renounce.

Art. 39.

The sittings of the Assembly are to be public. Nevertheless, the Assembly may form itself into a secret committee, on the requisition of a number of representatives, as settled by the rules. Each representative has the right of initiating parliamentary measures, which he will do according to the forms determined by the regulations.

Art. 40.

The presence of half the members, and also one over, is necessary to vote on any law.

Art. 41.

No bill (except in cases of urgency) shall be passed till after it has undergone three readings, at intervals of not less than five days between each reading.

Art. 42.

Every proposition, the object of which is to declare the urgency of a measure, must be preceded by an explanation of motives. If the Assembly is of opinion to accede to the proposition, it will fix the time when the report upon the necessity of the case shall be represented. On this report, if the Assembly admit the urgency of the case, it will declare it and fix the time of the debate. If it decides against the urgency of the case, the motion will have to go through the usual course.

CHAPITRE V. — *Du pouvoir exécutif.*

Art. 43.

Le peuple français délègue le pouvoir exécutif à un citoyen qui reçoit le titre de président de la république.

Art. 44.

Le président doit être né Français, âgé de trente ans au moins, et n'avoir jamais perdu la qualité de Français.

Art. 45.

Le président de la République est élu pour quatre ans, et n'est rééligible qu'après un intervalle de quatre années.

Ne peuvent non plus être élus après lui, dans le même intervalle, ni le vice président, ni aucun des parens ou alliés du président jusqu'au sixième degré inclusivement.

Art. 46.

L'élection a lieu, de plein droit, le deuxième dimanche du mois de mai.

Dans le cas où, par suite de décès, de démission ou de toute autre cause, le président serait élu à une autre époque, ses pouvoirs expireront le deuxième dimanche du mois de mai de la quatrième année qui suivra son élection.

Le président est nommé au scrutin secret et à la majorité absolue des votans, par le suffrage direct de tous les électeurs des départemens français et de l'Algérie.

Art. 47.

Les procès-verbaux des opérations électorales sont transmis immédiatement à l'Assemblée Nationale, qui statue sans délai sur la validité de l'élection, et proclame le président de la république.

Si aucun candidat n'a obtenu plus de la moitié des suffrages exprimés, et au moins deux millions de voix, ou si les conditions exigées par l'article 44 ne sont pas remplies, l'Assemblée Nationale élit le président de la république, à la majorité absolue et au scrutin secret, parmi les cinq candidats éligibles qui ont obtenu le plus de voix.

Art. 48.

Avant d'entrer en fonctions, le président de la république prête, au sein de l'Assemblée Nationale, le serment dont la teneur suit :

« En présence de Dieu, et devant le peuple français, représenté par l'Assemblée Nationale, je jure de rester fidèle à la

CHAPTER V. — *Of the Executive Power.*

Art. 43.

The French people delegate the executive power to a citizen, ~~who shall~~ receive the title of President of the Republic.

Art. 44.

The President must be born a Frenchman, thirty years of age at least, and must never have lost the quality of Frenchman.

Art. 45.

The President of the Republic shall be elected for four years, and shall not be eligible for re-election until after an interval of four years. Neither shall the Vice-President, nor any of his relations or kindred of the President, to the sixth degree inclusive, be eligible for re-election after him, within the same interval of time.

Art. 46.

The election shall take place on the second Sunday in the month of May. If, in the event of death or resignation, or from any other cause, a President be elected at any other period, his power shall expire on the second Sunday of the month of May, in the fourth year following his election. The President shall be elected by secret ballot, and by an absolute majority of votes, by the direct suffrage of all the electors of the French departments and of Algeria.

Art. 47.

The records of the electoral operations shall be transmitted immediately to the National Assembly, which shall determine without delay upon the validity of the election, and shall proclaim the President of the Republic. If no candidate shall have obtained more than one half of the votes given, and at the least two millions of votes, or if the conditions required by Art. 44 are not fulfilled, the National Assembly shall elect the President of the Republic by an absolute majority, and by ballot, from among the five candidates eligible who shall have obtained the greatest number of votes.

Art. 48.

Before entering upon his functions, the President of the Republic shall, in the présence of the Assembly, take an oath of the tenor following :— In presence of God, and before the French people, represented by the National Assembly, I swear to remain faithful to the democratic Republic, one and indi-

- République démocratique, une et indivisible, et de remplir tous
- les devoirs que m'impose la constitution. »

Art. 49.

Il a le droit de faire présenter des projets de loi à l'Assemblée Nationale par les ministres.

Il surveille et assure l'exécution des lois.

Art. 50.

Il dispose de la force armée, sans pouvoir jamais la commander en personne.

Art. 51.

Il ne peut céder aucune portion du territoire, ni dissoudre, ni proroger l'Assemblée Nationale, ni suspendre en aucune manière l'empire de la Constitution et des lois.

Art. 52.

Il présente chaque année, par un message, à l'Assemblée Nationale, l'exposé de l'état général des affaires de la République.

Art. 53.

Il négocie et ratifie les traités.

Aucun traité n'est définitif qu'après avoir été approuvé par l'Assemblée Nationale.

Art. 54.

Il veille à la défense de l'Etat, mais il ne peut entreprendre aucune guerre sans le consentement de l'Assemblée Nationale.

Art. 55.

Il a le droit de faire grâce ; mais il ne peut exercer ce droit qu'après avoir pris l'avis du conseil d'Etat.

Les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi.

Le président de la République, les ministres, ainsi que toutes autres personnes condamnées par la haute cour de justice, ne peuvent être graciées que par l'Assemblée Nationale.

Art. 56.

Le président de la république promulgue les lois au nom du peuple français.

Art. 57.

Les lois d'urgence sont promulguées dans le délai de trois jours, et les autres lois dans le délai d'un mois, à partir du jour où elles auront été adoptées par l'Assemblée Nationale.

visible, and to fulfil all the duties which the Constitution imposes upon me. »

Art. 49.

He shall have the right of presenting bills through the Ministers in the National Assembly. He shall watch over and secure the execution of the laws.

Art. 50.

He shall have the disposal of the armed force, without ever being allowed to command it in person.

Art. 51.

He cannot cede any portion of the territory, nor dissolve or prorogue the National Assembly, nor suspend the operation of the Constitution and the laws.

Art. 52.

He shall annually present by a message to the National Assembly an exposition of the general state of the affairs of the Republic.

Art. 53.

He shall negotiate and ratify treaties. No treaty shall be definitive until after it has been approved by the National Assembly.

Art. 54.

He shall watch over the defence of the State, but he shall not undertake any war without the consent of the National Assembly.

Art. 55.

He shall possess the right of pardon, but he shall not have the power to exercise this right until after he has taken the advice of the Council of State. Amnesties shall only be granted by an express law. The President of the Republic, the Ministers, as well as all other persons condemned by the High Court of Justice, can only be pardoned by the National Assembly.

Art. 56.

The President of the Republic shall promulgate the laws in the name of the French people.

Art. 57.

Laws of emergency shall be promulgated three days after and other laws one month after their passing counting from the day on which they were passed by the National Assembly.

Art. 58.

Dans le délai fixé pour la promulgation, le président de la république peut, par un message motivé, demander une nouvelle délibération.

L'Assemblée délibère ; sa résolution devient définitive ; elle est transmise au président de la république.

En ce cas, la promulgation a lieu dans le délai fixé pour les lois d'urgence.

Art. 59.

A défaut de promulgation par le président de la république dans les délais déterminés par les articles précédents, il y sera pourvu par le président de l'Assemblée Nationale.

Art. 60.

Les envoyés et les ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès du président de la république.

Art. 61.

Il préside aux solennités nationales.

Art. 62.

Il est logé aux frais de la république, et reçoit un traitement de 600,000 fr. par an.

Art. 63.

Il réside au lieu où siège l'Assemblée Nationale, et ne peut sortir du territoire continental de la république sans y être autorisé par une loi.

Art. 64.

Le président de la république nomme et révoque les ministres.

Il nomme et révoque, en conseil des ministres, les agents diplomatiques, les commandans en chef des armées de terre et de mer, les préfets, le commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, les gouverneurs de l'Algérie et des colonies, les procureurs généraux et autres fonctionnaires d'un ordre supérieur.

Il nomme et révoque, sur la proposition du ministre compétent, dans les conditions réglementaires déterminées par la loi, les agents secondaires du gouvernement.

Art. 65.

Il a le droit de suspendre, pour un terme qui ne pourra ex-

Art. 58.

Previous to the day fixed for the promulgation, the President may, by a message assigning reasons therefore, demand a re-consideration of the law. The Assembly shall then re-consider it, its resolution becomes definitive, and shall be transmitted to the President of the Republic. In such a case the promulgation shall be made within the delay allowed to laws of emergency.

Art. 59.

In default of the promulgation of laws by the President, within the period fixed by the preceding articles, the President of the Assembly shall provide for their due promulgation.

Art. 60.

The credentials of envoys and ambassadors from foreign powers shall be addressed to the President of the Republic.

Art. 61.

He shall preside at all national solemnities.

Art. 62.

He shall be furnished with a residence at the expense of the Republic, and shall receive an allowance of six hundred thousand francs per annum.

Art. 63.

He shall reside in the place in which the National Assembly holds its sessions, and may not leave the continental territory of the Republic without being authorised by law so to do.

Art. 64.

The President of the Republic shall have power to appoint and revoke the appointment of the Ministers. He shall appoint and revoke, in a council of Ministers, the diplomatic agents, commanders-in-chief of the armies of the Republic, by sea and land, prefects and the chief commandant of the National Guards of the Seine, the Governors of Algeria and the other colonies, the Attorney General and all other functionaries of superior rank. He shall appoint and dismiss at the suggestion of the competent minister, according to the terms and conditions fixed by law, all other officers and functionaries of the government of secondary rank.

Art. 65.

He shall have the right of suspending for a period not excee-

céder trois mois, les agens du pouvoir exécutif élus par les citoyens.

Il ne peut les révoquer que de l'avis du conseil d'Etat.

La loi détermine les cas où les agens révoqués peuvent être déclarés inéligibles aux mêmes fonctions.

Cette déclaration d'inéligibilité ne pourra être prononcée que par un jugement.

Art. 66.

Le nombre des ministres et leurs attributions sont fixés par le pouvoir législatif.

Art. 67.

Les actes du président de la république, autres que ceux par lesquels il nomme et révoque les ministres, n'ont d'effet que s'ils sont contre-signés par un ministre.

Art. 68.

Le président de la république, les ministres, les agens et dépositaires de l'autorité publique sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de tous les actes du gouvernement et de l'administration.

Toute mesure par laquelle le président de la république dissout ou proroge l'Assemblée, ou met obstacle à l'exercice de son mandat, est un crime de haute trahison.

Par ce seul fait, le président est déchu de ses fonctions. Les citoyens sont tenus de lui refuser obéissance. Le pouvoir exécutif passe de plein droit à l'Assemblée Nationale. Les juges de la haute cour de justice se réunissent immédiatement, à peine de forfaiture ; ils convoquent les jurés dans le lieu qu'ils désignent pour procéder au jugement du président et de ses complices ; ils nomment eux-mêmes le magistrat chargé des fonctions du ministère public.

Une loi déterminera les autres cas de responsabilité, ainsi que les formes et les conditions de la poursuite.

Art. 69.

Les ministres ont entrée dans le sein de l'Assemblée Nationale, ils sont entendus toutes les fois qu'ils le demandent, et peuvent se faire assister par des commissaires nommés par un décret du président de la république.

Art. 70.

Il y a un vice-président de la république nommé par l'Assem-

ding three months, the agents of the executive power elected by the people. He shall not be able to dismiss them unless by the advice of the council of state. The law will determine the case in which agents, having been dismissed, may be declared not to be eligible again for the same office. Such a declaration of ineligibility can only be pronounced by a formal judgement.

Art. 66.

The number of ministers and their several powers, duties and emoluments shall be settled by the legislative power.

Art. 67.

The acts of the President, excepting those by which he appoints or dismisses the ministers of the Republic, shall be of no effect, unless countersigned by a minister.

Art. 68.

The President of the Republic, the ministers, the agents, and all the other depositories of public authority, shall be responsible, each in so far as he is concerned, for all the acts of the government and of the administration. Every measure by which the President of the Republic shall dissolve or prorogue the Assembly, or interpose any obstacle to the exercise of its public trust, shall be deemed a crime of high treason. By this sole act, the President becomes divested of his functions, and the people are bound not to yield obedience to him; the executive power is thereby transferred in full authority to the National Assembly. The judges of the High Court of Justice shall immediately assemble, on pain of forfeiture of their offices. They shall call together a jury, in some place to be by them designated, in order to proceed to trial and judgment upon the President and his accomplices; and they shall themselves appoint a magistrate to be charged with the functions of state attorney. A law shall determine the other cases of responsibility, as well as the forms and conditions of the prosecution of them.

Art. 69.

The ministers shall have admission into the National Assembly, and shall be heard whenever they require it, and they may also obtain the assistance of commissioners, who shall have been appointed by a decree of the President of the Republic.

Art. 70.

There shall be a Vice-President of the Republic, to be appoin-

blée Nationale, sur la présentation de trois candidats faite par le président dans le mois qui suit son élection.

Le vice-président prête le même serment que le président.

Le vice-président ne pourra être choisi parmi les parens et alliés du président jusqu'au sixième degré inclusivement.

En cas d'empêchement du président, le vice-président le remplace.

Si la présidence devient vacante par décès, démission du président ou autrement, il est procédé, dans le mois, à l'élection d'un président.

CHAPITRE VI. — *Du conseil d'Etat.*

Art. 71.

Il y aura un conseil d'Etat, dont le vice-président de la république sera de droit président.

Art. 72.

Les membres de ce conseil sont nommés pour six ans par l'Assemblée Nationale. Ils sont renouvelés par moitié dans les deux premiers mois de chaque législature, au scrutin secret et à la majorité absolue.

Ils sont indéfiniment rééligibles.

Art. 73.

Ceux des membres du conseil d'Etat qui auront été pris dans le sein de l'Assemblée Nationale, seront immédiatement remplacés comme représentans du peuple.

Art. 74.

Les membres du conseil d'Etat ne peuvent être révoqués que par l'Assemblée, et sur la proposition du président de la république.

Art. 75.

Le conseil d'Etat est consulté sur les projets de loi du gouvernement, qui, d'après la loi, devront être soumis à son examen préalable, et sur les projets d'initiative parlementaire que l'Assemblée lui aura renvoyés.

Il prépare les réglemens d'administration publique ; il fait seul ceux de ces réglemens à l'égard desquels l'Assemblée Nationale lui a donné une délégation spéciale.

Il exerce, à l'égard des administrations publiques, tous les pouvoirs de contrôle et de surveillance qui lui sont déferés par la loi.

La loi réglera ses autres attributions.

ted by the National Assembly, from a list of three candidates presented by the President within the month succeeding his election. The Vice-President shall take the same oath as the President. The Vice-President shall not be appointed from among the relations or kindred of the President to the sixth degree inclusive. Should the President by any cause be prevented from officiating, the Vice-President will represent him for the time being. If the Presidency shall become vacant by the death of the President, his dismissal from office, or from other causes, a new election for President shall take place within a month.

CHAPTER VI. — *Of the Council of State.*

Art. 71.

There shall be a Council of State, of which the Vice-President of the Republic shall of right be the President.

Art. 72.

The members of this Council shall be appointed for six years by the National Assembly. The half of this Council shall be renewed in the two first months of each new legislature, by secret ballot, and by an absolute majority. They shall be indefinitely re-eligible.

Art. 73.

Such of the members of the Council of State, who shall have been appointed from among the members of the Assembly, shall be immediately replaced as representatives of the people.

Art. 74.

The members of the Council of State cannot be dismissed, except by the National Assembly and at the suggestion of the President.

Art. 75.

The Council of State shall be consulted upon all bills or laws proposed by the government, which, according to law, must be presented for their previous examination; and also upon parliamentary bills which the Assembly may send to them for their examination. It shall prepare the rules of public administration, and will alone make those regulations with regard to which the National Assembly have given it a special delegation. It shall exercise over the public administrations all the powers of control and of superintendence which are conferred upon it by law. The law will determine the other powers and duties of the Council.



CHAPITRE VII. — *De l'administration intérieure.*

Art. 76.

La division du territoire en départemens, arrondissemens, cantons et communes, est maintenue. Les circonscriptions actuelles ne pourront être changées que par la loi.

Art. 77.

Il y a : 1° dans chaque département une administration composée d'un préfet, d'un conseil général, d'un conseil de préfecture ;

2° Dans chaque arrondissement, un sous-préfet ;

3° Dans chaque canton, un conseil cantonal ; néanmoins, un seul conseil cantonal sera établi dans les villes divisées en plusieurs cantons ;

4° Dans chaque commune, une administration composée d'un maire, d'adjoints et d'un conseil municipal.

Art. 78.

Une loi déterminera la composition, les attributions des conseils généraux, des conseils cantonnaux, des conseils municipaux, et le mode de nomination des maires et des adjoints.

Art. 79.

Les conseils généraux et les conseils municipaux sont élus par le suffrage direct de tous les citoyens domiciliés dans le département ou dans la commune. Chaque canton élit un membre du conseil général.

Une loi spéciale règlera le mode d'élection dans le département de la Seine, dans la ville de Paris et dans les villes de plus de 20,000 âmes.

Art. 80.

Les conseils généraux, les conseils cantonnaux, les conseils municipaux peuvent être dissous par le président de la république, de l'avis du conseil d'Etat. La loi fixera le délai dans lequel il sera procédé à la réélection.

CHAPITRE VIII. — *Du pouvoir judiciaire.*

Art. 81.

La justice est rendue gratuitement au nom du peuple français.

Les débats sont publics, à moins que la publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les mœurs ; et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement.

CHAPTER VII. — *Of the Interior Administration.*

Art. 76.

The division of the territory into departments, arrondissements, districts and communes shall be maintained. Their present limits shall not be changed, except by law.

Art. 77.

There shall be — 1st. In each department an administration composed of a prefect, a general council, and a council of prefecture. 2nd. In each arrondissement, a sub-prefect. 3rd. In each district, a district-council; nevertheless, only a single district-council shall be established in any city which is divided into several districts. 4th. In each commune, an administration, composed of a mayor, his assistants, and a municipal council.

Art. 78.

A law shall determine the composition and duties of the General Councils, the District Councils, and the Municipal Councils, as well as, also, the manner of appointing the Mayors and their assistants.

Art. 79.

The General Councils and the Municipal Councils shall be elected by the direct vote of all citizens living in the department or district; each district shall elect one member of the General Council; a special law shall regulate the forms of election in the department of the Seine, in the city of Paris and in cities containing a population of more than twenty thousand souls.

Art. 80.

The General Councils, the District Councils, and the Municipal Councils may be dissolved by the President of the Republic, with the advice of the Council of State; the law will fix the period within which a new election shall be held.

CHAPTER VIII.—*Of the judiciary power.*

Art. 81.

Justice shall be awarded, gratuitously, in the name of the French people. The proceedings shall be public, except in cases where publicity may be detrimental either to the public order or public morals, in which case the court shall declare the same by a formal judgment.

Art. 82.

Le jury continuera d'être appliqué en matière criminelle.

Art. 83.

La connaissance de tous les délits politiques et de tous les délits commis par la voie de la presse, appartient exclusivement au jury.

Les lois organiques détermineront la compétence en matière de délit d'injures et de diffamation envers les particuliers.

Art. 84.

Le jury statue seul sur les dommages-intérêts réclamés pour faits ou délits de la presse.

Art. 85.

Les juges de paix et leurs suppléants, les juges de première instance et d'appel, les membres de la cour de cassation et de la cour des comptes, sont nommés par le président de la république, d'après un ordre de candidature ou d'après des conditions qui seront réglées par les lois organiques.

Art. 86.

Les magistrats du ministère public sont nommés par le président de la république.

Art. 87.

Les juges de première instance et d'appel, les membres de la cour de cassation et de la cour des comptes sont nommés à vie.

Ils ne peuvent être révoqués ou suspendus que par un jugement, ni mis à la retraite que pour les causes et dans les formes déterminées par les lois.

Art. 88.

Les conseils de guerre et de révision des armées de terre et de mer, les tribunaux maritimes, les tribunaux de commerce, les prud'hommes et autres tribunaux spéciaux conservent leur organisation et leurs attributions actuelles jusqu'à ce qu'il y ait été dérogé par une loi.

Art. 89.

Les conflits d'attributions entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire seront réglés par un tribunal spécial de membres de la cour de cassation et de conseillers d'Etat, désignés tous les trois ans en nombre égal par leurs corps respectifs.

Ce tribunal sera présidé par le ministre de la justice.

Art. 82.

Trial by jury shall be continued in criminal cases.

Art. 83.

The decision upon all political offences, and upon all offences committed by means of the press, appertains exclusively to the jury. The organic laws shall determine the tribunal and powers in relation to offences and defamation against private individuals.

Art. 84.

The jury alone shall decide upon the question of damages claimed on account of offences by the press.

Art. 85.

The justices of peace and their assistants, the judges of the first instance and of appeal, the members of the Court of Cassation and of the Court of Accounts, shall be appointed by the President of the Republic, according to a system of candidatureship or conditions which shall be regulated by the organic laws.

Art. 86.

The magistrates shall be appointed by the President of the republic.

Art. 87.

The judges of the first instance and of appeal, the members of the Court of Cassation and of the Court of Accounts shall be appointed for life. They shall not be dismissed or suspended, except after judgment, nor retire with a pension, except for causes, and according to proceedings appointed by law.

Art. 88.

The councils of war and of revision of the armies by sea and land, the maritime tribunals, the tribunals of commerce, the *prud'hommes*, and other special tribunals, shall retain their present organization and their present functions, until the law shall decide otherwise.

Art. 89.

Conflicts of privileges and duties between the administrative and the judicial authority shall be regulated by a special tribunal, composed of members of the Court of Cassation and of Counselors of State, to be appointed, every three years, in equal number, by the respective bodies to which they belong. This tribunal shall be presided by the Minister of Justice.

Art. 90.

Les recours pour incompétence et excès de pouvoir contre les arrêts de la cour des comptes, seront portés devant la juridiction des conflits.

Art. 91.

Une haute cour de justice juge, sans appel ni recours en cassation, les accusations portées par l'Assemblée Nationale, contre le président de la république ou les ministres.

Elle juge également toutes personnes prévenues de crimes, attentats ou complots contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, que l'Assemblée Nationale aura renvoyées devant elle.

Sauf le cas prévu par l'article 68, elle ne peut être saisie qu'en vertu d'un décret de l'Assemblée Nationale, qui désigne la ville où la cour tiendra ses séances.

Art. 92.

La haute cour est composée de 5 juges et de 36 jurés.

Chaque année, dans les 15 premiers jours du mois de novembre, la cour de cassation nomme parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue, les juges de la haute cour, au nombre de cinq et de deux suppléants. Les cinq juges appelés à siéger feront choix de leur président.

Les magistrats remplissant les fonctions du ministère public sont désignés par le président de la république, et, en cas d'accusation du président et des ministres, par l'Assemblée Nationale.

Les jurés au nombre de trente-six, et quatre jurés suppléants, sont pris parmi les membres des conseils généraux des départements.

Les représentants du peuple n'en peuvent faire partie.

Art. 93.

Lorsqu'un décret de l'assemblée nationale a ordonné la formation de la haute cour de justice, et dans le cas prévu par l'art. 68 sur la réquisition du président ou de l'un des juges, le président de la cour d'appel, et, à défaut de cour d'appel le président du tribunal de première instance du chef-lieu judiciaire du département, tire au sort, en audience publique, le nom d'un membre du conseil-général.

Art. 94.

Au jour indiqué pour le jugement, s'il y a moins de soixante jurés présents, ce nombre sera complété par des jurés supplémen-

Art. 90.

Appeals for incompetence, or excess of power, against the decrees of the Court of Accounts, shall be carried before the tribunal of conflictive jurisdiction.

Art. 91.

A High Court of Justice shall decide, without appeal, demurr, or recourse of annulment, in all accusations made by the National Assembly against the President of the Republic or the ministers. It shall likewise, in the same way, try all cases of persons accused of crimes, attempts, or plots against the internal and external safety of the State, which the Assembly may have sent before it. Except in the case provided for in article 68, it shall not be called together unless by decree of the National Assembly, which shall also designate the city in which the court shall hold its sittings.

Art. 92.

The High Court shall be composed of five judges and of thirty-six jurymen. Every year, in the first fifteen days of the month of November, the Court of Cassation shall appoint from among its members, by secret ballot and an absolute majority, the judges of the High Court, the number to be five judges and two supplementary judges. The five judges, who are thus called upon to sit, will themselves select their President. The magistrates performing the functions of the public ministry shall be designated by the President of the Republic, and, in the event of the accusation of the President or his Ministers, by the National Assembly. The jury, to the number of thirty-six, and four supplementary jurymen, shall be taken from among the members of the General Councils of the Departments. Representatives of the people shall not be competent to form part of these juries.

Art. 93.

When a decree of the National Assembly shall have ordered the formation of the High Court of Justice, as also in the cases provided for in the 68th article, on the requisition of the President or of one of the judges, the President of the Court of Appeal, and in default of that court, the president of the tribunal of the first instance of the chief judiciary court of the department, shall draw lots in public assembly for the name of a member of the General Council.

Art. 94.

On the day appointed for the trial, if there are less than sixty jurymen present, the number shall be filled up by supplementary

taires tirés au sort par le président de la haute cour, parmi les membres du conseil général du département où siègera la cour.

Art. 95.

Les jurés qui n'auront pas produit d'excuse valable seront condamnés à une amende de mille à dix mille francs, et à la privation des droits politiques pendant cinq ans au plus.

Art. 96.

L'accusé et le ministère public exercent le droit de récusation, comme en matière ordinaire.

Art. 97.

La déclaration du jury, portant que l'accusé est coupable, ne peut être rendue qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Art. 98.

Dans tous les cas de responsabilité des ministres, l'Assemblée Nationale peut, selon les circonstances, renvoyer le ministre inculqué, soit devant la haute cour de justice, soit devant les tribunaux ordinaires, pour les réparations civiles.

Art. 99.

L'assemblée nationale et le président de la république peuvent, dans tous les cas, déférer l'examen des actes de tout fonctionnaire autre que le président de la république au conseil d'Etat, dont le rapport est rendu public.

Art. 100.

Le président de la république n'est justiciable que de la haute cour de justice ; il ne peut, à l'exception du cas prévu par l'art. 68, être poursuivi que sur l'accusation portée par l'Assemblée Nationale, et pour crimes et délits qui seront déterminés par la loi.

CHAPITRE IX. — *De la force publique.*

Art. 101.

La force publique est instituée pour défendre l'état contre les ennemis du dehors, et pour assurer au dedans le maintien de l'ordre et l'exécution des lois. Elle se compose de la garde nationale et de l'armée de terre et de mer.



jurymen, drawn by lot by the President of the High Court of Justice, from among the names of the members of the General Council of the Department in which the court holds its sitting.

Art. 95.

Those jurymen who shall not have given an adequate excuse, for absence, shall be condemned to a fine of not less than one thousand francs, and not exceeding ten thousand, and to be deprived of their political rights during five years at the utmost.

Art. 96.

Both the accused and the public accuser shall have the right to challenge, as in ordinary cases.

Art. 97.

The verdict of the jury pronouncing the accused guilty, cannot be rendered except by a majority of two-thirds.

Art. 98.

In all cases regarding the responsibility of the ministers, the National Assembly may, according to the circumstances, send the accused minister to be tried either before the High Court of Justice or by the ordinary tribunals for civil indemnities (or damages.)

Art. 99.

The National Assembly and the President of the Republic may, in all cases, transmit the examination of the acts of any functionary, (except of the President himself,) to the Council of State, whose report shall be made public.

Art. 100.

The President of the Republic can only be brought to trial before the High Court of Justice. Except as is provided for by art. 68, he cannot be tried unless upon accusation brought against him by the National Assembly, and for crimes and misdemeanors, which shall be determined by law.

CHAPTER IX. — *Of the public forces.*

Art. 101.

The public force is instituted for the purpose of defending the State against enemies from without, and to ensure, internally, the maintenance of order, and the execution of the laws. It is composed of the National Guard and of the army by sea and by land.

Art. 102.

Tout Français, sauf les exceptions fixées par la loi, doit le service militaire et celui de la garde nationale.

La faculté pour chaque citoyen de se libérer du service militaire personnel sera réglé par la loi du recrutement.

Art. 103.

L'organisation de la garde nationale et la constitution de l'armée seront réglées par la loi.

Art. 104.

La force publique est essentiellement obéissante.

Nul corps armé ne peut délibérer.

Art. 105.

La force publique, employée pour maintenir l'ordre à l'intérieur, n'agit que sur la réquisition des autorités constituées, suivant les règles déterminées par le pouvoir législatif.

Art. 106.

Une loi déterminera les cas dans lesquels l'état de siège pourra être déclaré, et règlera les formes et les effets de cette mesure.

Art. 107.

Aucune troupe étrangère ne peut être introduite sur le territoire français, sans le consentement préalable de l'Assemblée Nationale.

CHAPITRE X. — *Dispositions particulières.*

Art. 108.

La Légion d'honneur est maintenue ; ses statuts seront révisés et mis en harmonie avec la constitution.

Art. 109.

Le territoire de l'Algérie et des colonies est déclaré territoire français et sera régi par des lois particulières, jusqu'à ce qu'une loi spéciale les place sous le régime de la présente constitution.

Art. 110.

L'assemblée nationale confie le dépôt de la présente constitution et des droits qu'elle consacre, à la garde et au patriotisme de tous les Français.

Art. 102.

Every Frenchman, save in exceptions determined by the law, owes to his country his services in the army and in the National Guard. The privilege for every citizen to free himself from personal military service, shall be regulated by the law of recruitment.

Art. 103.

The organization of the National Guard, and the constitution of the army, shall be regulated by law.

Art. 104.

The public force is essentially obedient. No armed force can deliberate.

Art. 105.

The public force employed to maintain order in the interior can only act upon the requisition of the constituted authorities, according to the regulations prescribed by the legislative power.

Art. 106.

A law shall determine those cases in which the state of siege shall be declared, and shall regulate the forms and determine the effects of such a measure.

Art. 107.

No foreign troops can be introduced into the French territory, without the previous assent of the National Assembly.

CHAPTER X. — *Special regulations.*

Art. 108.

The Legion of Honor is maintained; its statutes shall be revised and made to accord with the Constitution.

Art. 109.

The territory of Algeria and of the Colonies is declared to be French territory, and shall be governed by their separate laws until a special law shall place them under the provisions of the present Constitution.

Art. 110.

The National Assembly confides the trust of this present Constitution, and the rights it consecrates, to the guardianship and patriotism of every Frenchman.

CHAPITRE XI. — *De la révision de la Constitution.*

Art. 111.

Lorsque, dans la dernière année d'une législature, l'Assemblée Nationale aura émis le vœu que la constitution soit modifiée en tout ou en partie, il sera procédé à cette révision de la manière suivante :

Le vœu exprimé par l'assemblée ne sera converti en résolution définitive qu'après trois délibérations successives, prises chacune à un mois d'intervalle et aux trois quarts des suffrages exprimés. Le nombre des votans devra être de cinq cents au moins.

L'assemblée de révision ne sera nommée que pour trois mois.

Elle ne devra s'occuper que de la révision pour laquelle elle aura été convoquée.

Néanmoins elle pourra, en cas d'urgence, pourvoir aux nécessités législatives.

CHAPITRE XII. *Dispositions transitoires.*

Art. 112.

Les dispositions des codes, lois et règlements existans qui ne sont pas contraires à la présente constitution, restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

Art. 113.

Toutes les autorités constituées par les lois actuelles demeurent en exercice jusqu'à la promulgation des lois organiques qui les concernent.

Art. 114.

La loi d'organisation judiciaire déterminera le mode spécial de nomination pour la première composition des nouveaux tribunaux.

Art. 115.

Après le vote de la constitution, il sera procédé, par l'Assemblée Nationale constituante, à la rédaction des lois organiques, qui seront déterminées par une loi spéciale.

Art. 116.

Il sera procédé à la première élection du président de la république, conformément à la loi spéciale rendue par l'Assemblée Nationale le 28 octobre 1848.

CHAPTER XI. — *Of the revision of the Constitution.*

Art. 111.

Whenever, in the last year of a legislature, the National Assembly shall have expressed the wish that the Constitution should be modified, in whole or in part, this revision shall be entered upon in the following manner :—The wish expressed by the Assembly shall not be converted into a definitive resolution until after three successive deliberations held upon the subject, at the interval of one month between each deliberation, and the measure shall only be carried by a vote of three-fourths of the Assembly. The number of votes must be 500 at the least. The Assembly for revision shall only be appointed for three months. It shall only engage in the special revision for which it has been assembled ; nevertheless, in cases of emergency, it may provide for legislative necessities.

CHAPTER XII. — *Transitory arrangements.*

Art. 112.

The provisions of the codes, laws and regulations now in force, and which are not in contradiction with the present constitution, shall remain in force until otherwise provided by law.

Art. 113.

All the authorities constituted by the present laws shall continue in the exercise of their present duties until the promulgation of the organic laws which relate to them.

Art. 114.

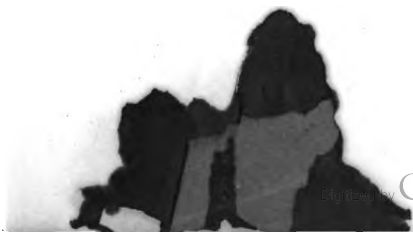
The law of judiciary organization will determine the particular mode for the appointment and first composition of the new tribunals.

Art. 115.

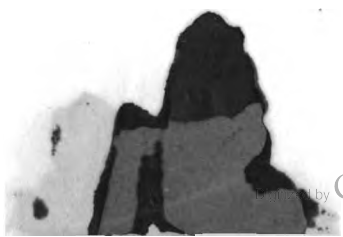
After the vote upon the Constitution, the constituent National Assembly shall proceed to draw up the organic laws which shall be determined by a special law for that purpose.

Art. 116.

The first election of a President of the Republic, shall take place in conformity with the special law, passed by the National Assembly on the 28th of October, 1848.







FRENCH REPUBLIC.

CONSTITUTION.

1848.

NEW YORK.

P. ARPIN, Publisher.

Office of the Courrier des Etats-Unis.

1848.



5-1-30



